

Salaires, retraites et minima sociaux **Services publics de qualité et de proximité** **Retraite, sécurité sociale**

**Généralisons les actions partout
pour gagner la satisfaction des revendications.**

L'année 2018 a été marquée par de nombreuses mobilisations, impulsées par la CGT, dans de nombreux secteurs, pour l'augmentation des salaires, retraites et minima sociaux, contre la remise en cause du droit du travail, la casse de nos services publics et de notre système de protection sociale solidaire.

Portant, dans leur large majorité, des revendications similaires à celles portées par la CGT depuis des années, des centaines de milliers de salariés, de retraités, de chômeurs et précaires, de jeunes sont mobilisés depuis deux mois dans le mouvement des gilets jaunes.

Si l'arrogance et le mépris de Macron ont fait exploser la colère, le mécontentement profond qui s'exprime dans ce mouvement est la conséquence de plus de 30 ans de politiques d'austérité et de régression sociale, menées par les gouvernements successifs, de droite comme ceux parés de gauche.

Ces politiques ont engendrés salaires et retraites de misère, chômage et précarité de masse, reculs graves de l'accès aux services publics et à notre sécurité sociale en matière de retraite, d'accès aux soins, etc, pendant que les profits du patronat, les fortunes des plus riches ont explosés.

Refusant de répondre aux revendications qui s'expriment, pour préserver les intérêts de ses amis 1^{er} de cordée, Macron et son gouvernement répondent par la violence est des déploiements de force sans précédent, tant vis-à-vis des gilets

jaunes que des jeunes lycéens et étudiants qui manifestent pour avoir un véritable avenir.

Et pourtant, la détermination reste intacte malgré les arrestations arbitraires, la répression aveugle, l'utilisation massive d'armes de dissuasion, frappant les manifestants, causant des blessures graves, dont des amputations de mains arrachées par tir de grenade ou perte des yeux suite à des tirs de Flash-Ball.



La CGT condamne cette violence étatique qui doit cesser, alors que le gouvernement, dans une dérive toujours plus autoritaire, en profite pour durcir l'arsenal législatif répressif, remettre en cause la liberté de manifester, fondement même d'une société démocratique.

C'est le signe d'un gouvernement aux abois, acculé par la mobilisation, qui utilise la répression pour apeurer l'opinion et justifier la poursuite de la régression sociale.

En effet, après l'enfumage des mesures annoncées en décembre, Macron continue d'afficher son mépris en conseillant d'avoir « le sens de l'effort » et réaffirme qu'il maintient le cap.

Il maintient sa politique au service exclusif du patronat, de la finance et des plus riches. Il confirme la remise en cause du système d'indemnisation du chômage, le démantèlement de la Fonction Publique et la privatisation des services publics, ainsi qu'une nouvelle attaque contre notre système de retraite, avant destruction totale de la sécurité sociale.

Au lieu d'entendre ce qui s'exprime dans les mobilisations, Macron propose une nouvelle mascarade avec l'opération « grand débat national »

En réalité, leur objectif est de sortir de l'isolement et tenter de regagner en légitimité avec un pseudo débat, sur des questions figées, dont ils ont déjà décidé des réponses, qu'ils utiliseront pour justifier la poursuite de la casse sociale.

Sur les services publics, par exemple, ils oseront même expliquer que ce sont les citoyens qui ont choisi de supprimer ou privatiser tel ou tel service public.

La CGT refuse de donner caution et participer à cette nouvelle escroquerie et appellera tous les salariés, retraités et chômeurs, les gilets rouges, les gilets jaunes, les sans gilets à réaffirmer l'exigence de répondre aux revendications.

L'heure n'est pas à la « concertation pipeau » mais à la multiplication, à la généralisation et la mise en convergence des actions pour contraindre patronat et gouvernement à satisfaire les revendications qui sont clairement connues et posées.

Alors que patronat et gouvernement, à grands renforts de médias, tentent de nous faire sortir les mouchoirs sur la soit- disant crise, plus que jamais les moyens existent pour satisfaire les revendications.

La crise, pour qui :

- 57,4 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires du CAC 40 en 2018.
- 40 milliards d'euros de CICE prévus en 2019, sans aucun effet sur l'emploi.
- Plus de 200 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales, de cadeaux fiscaux divers et variés, généreusement octroyés aux entreprises sur l'argent de nos impôts.
- Plus de 100 milliards d'euros d'évasion et de fraude fiscale.

La question est bien celle d'une autre répartition des richesses, que nous sommes seuls à créer par notre travail, pour améliorer les conditions de vie et de travail des salariés, de la population, pour le progrès social.

L'Union Départementale de Loir & Cher appelle tous les salariés, retraités et chômeurs, la jeunesse à débattre, sur chaque lieu de travail et de vie, à décider de l'action et de sa forme afin de gagner tous ensemble :

- Des salaires à la hauteur des qualifications reconnues avec un salaire minimum à l'embauche de 2000 € brut, ce qui correspond à une augmentation de 300 à 400 € net, besoin exprimé par les salarié-es.
- Une augmentation des pensions, sur le même niveau d'un minimum de 2000 € avec un départ à la retraite à 55 ans.
- Suppression de la taxe carbone.
- Une fiscalité juste, tenant compte des revenus et le rétablissement de l'ISF.
- L'abrogation de la CSG et la limitation au minimum de la TVA
- L'arrêt de la casse de l'emploi dans le privé comme dans le public, par les délocalisations et fermetures d'entreprises et les suppressions de postes statutaires dans la fonction publique.
- La réindustrialisation du Loir & Cher par la relocalisation des productions, l'investissement dans la recherche et l'innovation en s'appuyant sur les atouts et savoir-faire des salarié-es du département.
- La reconquête de véritables services publics de proximité.
- Le renforcement d'une protection sociale solidaire qui réponde à l'ensemble des besoins de la population financée par les richesses issues du travail à travers les cotisations sociales (salaire socialisé) pour une couverture des risques à 100 %.
- Une diminution du temps de travail à 32 heures sur la base d'un salaire minimum de 2000 €.
- Une sixième semaine de congés payés.
- L'abrogation des ordonnances Macron.
- L'abrogation des lois Travail, Macron, Rebsamen, Santé, NOTRe, ORE et de toutes les lois régressives.

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE, UNIS, SOLIDAIRES ET DETERMINÉS, ORGANISONS-NOUS DANS LES LUTTES POUR QUE LA COLÈRE LÉGITIME SE TRANSFORME EN VICTOIRE.